

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Municipalité de Saint-Ubalde | 34090 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Ubalde pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Date

1.1

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	34
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	37
Situation financière par organismes	38
Charges par objets	39
Excédent (déficit) accumulé	40
Avantages sociaux futurs	44

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	51
Analyse des charges consolidées	63

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
MUNICIPALITÉ DE SAINT-UBALDE

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Ubalde et de l'organisme qui est sous son contrôle (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction de l'Administration municipale n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers consolidés, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré et précédent.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréées

Saint-Marc-des-Carières, le 13 avril 2026

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A135180

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	3 970 468	3 969 960	3 644 329
Compensations tenant lieu de taxes	2	114 531	115 344	162 536
Quotes-parts	3			
Transferts	4	526 052	3 944 142	1 699 378
Services rendus	5	218 207	242 499	238 764
Imposition de droits	6	124 150	137 739	199 504
Amendes et pénalités	7	3 000	2 860	1 659
Revenus de placements de portefeuille	8	18 820	34 875	52 854
Autres revenus d'intérêts	9	37 205	20 323	16 515
Autres revenus	10	6 418	285 164	225 027
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 018 851	8 752 906	6 240 566
Charges				
Administration générale	14	830 526	773 835	730 438
Sécurité publique	15	472 001	498 897	1 086 058
Transport	16	1 540 579	2 015 912	1 707 404
Hygiène du milieu	17	966 599	1 356 741	1 216 648
Santé et bien-être	18	15 718	9 885	16 448
Aménagement, urbanisme et développement	19	197 959	180 824	195 722
Loisirs et culture	20	689 569	980 141	923 554
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	186 583	383 725	352 865
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 899 534	6 199 960	6 229 137
Excédent (déficit) lié aux activités	25	119 317	2 552 946	11 429
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 761 630	27 750 201
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		27 761 630	27 750 201
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		30 314 576	27 761 630

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 334 686	379 709
Débiteurs (note 5)	2	7 054 103	6 136 315
Prêts (note 6)	3	743 048	101 181
Placements de portefeuille (note 7)	4	670 863	646 135
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	9 802 700	7 263 340
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 638 007	4 710 984
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 125 732	987 209
Revenus reportés (note 11)	12	162 790	121 268
Dette à long terme (note 12)	13	6 459 860	3 424 624
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	153 015	147 044
	16	13 539 404	9 391 129
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 736 704)	(2 127 789)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	34 015 467	29 840 520
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	35 054	35 161
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	24 857	27 802
	23	34 075 378	29 903 483
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	30 338 674	27 775 694
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	30 314 576	27 761 630
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	24 098	14 064
	27	30 338 674	27 775 694

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	119 317	2 552 946	11 429
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	141 931)(	5 320 335)(	2 107 611)
Produit de cession	3			518
Amortissement	4	62 207	1 145 388	1 121 980
(Gain) perte sur cession	5			(385)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(79 724)	(4 174 947)	(985 498)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		107	(5 620)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		2 945	3 102
	13		3 052	(2 518)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		10 034	9 831
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	39 593	(1 608 915)	(966 756)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(2 127 789)	(1 161 033)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(2 127 789)	(1 161 033)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(3 736 704)	(2 127 789)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	14 064	4 233
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	12 584	9 831
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Gain sur cession de placements	5.1	(2 550)	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	10 034	9 831
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	24 098	14 064

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 552 946	11 429
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 145 388	1 121 980
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession	4.1		(385)
	5	3 698 334	1 133 024
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(917 788)	(1 036 900)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	144 494	230 883
Revenus reportés	9	41 522	(40 891)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	107	(5 620)
Autres actifs non financiers	13	2 945	3 102
	14	2 969 614	283 598
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	5 320 335)(	2 107 611)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		518
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 320 335)	(2 107 093)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	743 724)(	101 181)
Remboursement ou cession	21	101 857	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	19 328)(	10 229)
Cession	23	4 634	
	24	(656 561)	(111 410)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 493 961	
Remboursement de la dette à long terme	26 (	421 152)(	403 814)
Variation nette des emprunts temporaires	27	927 023	1 827 713
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(37 573)	2 551
Autres			
▪	29.1		
	30	3 962 259	1 426 450
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	954 977	(508 455)
Solde déjà établi	32	379 709	888 164
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	379 709	888 164
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	1 334 686	379 709

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ubalde est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « Administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme

b) Partenariats

La Municipalité participe au partenariat suivant : la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf (la Régie).

Les états financiers de l'organisme sont intégrés selon la méthode de consolidation proportionnelle.

Le taux de participation de l'Administration municipale dans les opérations de ce partenariat pour l'exercice est de 2,9429 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 3,1554 % en début d'exercice à 2,9429 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont évalués à la juste valeur marchande.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (pour la Régie)

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Régie comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) Actifs non financiers**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Pour l'Administration municipale : Durées

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 et 20 ans

Pour la Régie :

Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne droit à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite offert par l'Administration municipale à ses employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'Administration municipale est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite auxquels participe la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

-pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

-Éléments présentés à l'encontre des DCTP : (pour la Régie)

-pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Coûts de transaction et commissions

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 334 649	327 544
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	37	52 165
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 334 686	379 709
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 334 686	379 709
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	352 231	379 709
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant les soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés pour 156 261 \$, le fonds réfection et entretien de certaines voies publiques de 41 804 \$ et le fonds de roulement pour 52 000 \$. Pour la Régie, le solde inclut la totalité de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie pour 102 166 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	68 573	92 400
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 296 606	4 697 218
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	359 813	983 110
Organismes municipaux	13	21 438	18 864
Autres			
▪ Autres	14.1	301 037	331 936
▪ Intérêts	14.2	6 636	12 787
	15	7 054 103	6 136 315
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 068 145	1 829 042
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 068 145	1 829 042
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	4 348 421	2 795 856
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	1 519 824	1 760 892
Ministère de la Culture et des Communications	26	32 851	32 851
Autres ministères/organismes	27	395 510	107 619
	28	6 296 606	4 697 218

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Mise aux normes inst. septique et ISA	31.1	743 048	101 181
	32	743 048	101 181
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	500 001	500 001
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37	170 862	146 134
	38	670 863	646 135
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

L'emprunt temporaire relatif au règlement 277 au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 9 157 010 \$.

L'emprunt temporaire relatif aux règlements 266 et 266-1 au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 5 442 565 \$.

L'emprunt temporaire relatif aux règlements 229 et 233 au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 316 000 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement 268, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 463 362 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement 270, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 3 312 851 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement 276, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 741 340 \$.

L'emprunt temporaire, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 160 000 \$.

La Régie possède un prêt à terme relatif au règlement d'emprunt 39-2023 d'un montant autorisé de 7 396 894 \$, portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025, le solde utilisé est de 7 396 894 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Régie possède une marge de crédit bancaire, portant intérêt au taux préférentiel, autorisée à 1 000 000 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	898 266	780 401
Salaires et avantages sociaux	45	107 040	83 346
Dépôts et retenues de garantie	46	8 991	74 734
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	48.1	25 064	18 243
▪ Gouvernement du Canada	48.2	3 724	1 088
▪ Intérêts courus dette long terme	48.3	70 400	17 944
▪ Autres	48.4	12 247	11 453
	49	1 125 732	987 209

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	41 804	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Transferts	62.1	113 491	113 773
▪ Autres	62.2	7 495	7 495
	63	162 790	121 268

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,58	5,13	2026	2030	64	6 331 178	3 310 458
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2027	2033	68	173 976	121 887
Autres					69		
					70	6 505 154	3 432 345
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(45 294)	(7 721)
					72	6 459 860	3 424 624

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		468 545	49 916		518 461
2027	74		458 838	49 755		508 593
2028	75		474 770	46 396		521 166
2029	76		444 902	30 727		475 629
2030	77		460 370	11 819		472 189
2031 et plus	78		4 023 753			4 023 753
	79		6 331 178	188 613		6 519 791
Intérêts et frais accessoires	80			(14 637)		(14 637)
	81		6 331 178	173 976		6 505 154

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le financement des emprunts aux mêmes conditions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	41 850
Autres régimes (REER et autres)	88	6 639
Régimes de retraite des élus municipaux	89	111
	90	48 600
		36 492
		5 732
		99
		42 323

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	153 015
Autres		147 044
▪	93.1	
	94	153 015
		147 044
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	147 044
Passifs engagés	96	20 744
Passifs réglés	97	(14 773)
Charge de désactualisation ¹	98	1 532
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	153 015
		147 044

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent la Régie relativement aux activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Pour les obligations liées aux activités de post-fermeture, un rapport a été produit par un expert externe afin d'estimer le coût annuel. Ces activités seront d'une durée de 30 ans. Pour pourvoir à ces activités de post-fermeture, la Régie se doit de déposer en fiducie un montant annuel correspondant à 4,91 \$/m³ enfoui. Cette évaluation est revue à tous les 5 ans.

Principales hypothèses utilisées :

Taux d'inflation : 2 %

Taux de rendement brut : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	5 386 211	400 515		5 786 726
Eaux usées	102	4 638 809			4 638 809
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	15 779 180	132 376		15 911 556
Autres					
▪ Autres	104.1	991 039	192 043		1 183 082
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	12 235 729	5 098 921		17 334 650
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 014 722	93 831		1 108 553
Ameublement et équipement de bureau	109	328 957	7 695		336 652
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 065 404	171 880		1 237 284
Terrains	111	352 617			352 617
Autres	112				
	113	41 792 668	6 097 261		47 889 929
Immobilisations en cours	114	3 790 120	(776 926)		3 013 194
	115	45 582 788	5 320 335		50 903 123
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 565 656	176 350		1 742 006
Eaux usées	117	2 424 165	115 636		2 539 801
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	7 735 786	358 272		8 094 058
Autres					
▪ Autres	119.1	612 699	38 313		651 012
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 840 910	316 255		2 157 165
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	587 527	70 722		658 249
Ameublement et équipement de bureau	124	308 227	7 055		315 282
Machinerie, outillage et équipement divers	125	667 298	62 785		730 083
Autres	126				
	127	15 742 268	1 145 388		16 887 656
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	29 840 520			34 015 467
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	216 446	93 352		309 798
Amortissement cumulé	130	(70 778)	(33 518)	()	(104 296)
Valeur comptable nette	131	145 668			205 502

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	24 857
Autres		
▪	144.1	
	145	27 802

Note**19. Obligations contractuelles**

L'Administration municipale est liée par un contrat d'architecture pour la conversion de l'église pour un montant de 136 483 \$.

L'Administration municipale est liée par un contrat pour la toiture pour un montant de 207 980 \$.

L'Administration municipale est liée par un contrat pour la caractérisation des fosses septiques pour un montant de 212 901 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels

Dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU 2023-2033), le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 6 133 575 \$ pour des travaux. À la date des états financiers consolidés, aucune somme n'a été constatée à titre de revenus.

Dans le cadre du Programme d'amélioration et de construction d'infrastructures municipales (PRACIM), le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 3 584 700 \$ pour des travaux. À la date des états financiers consolidés, une somme de 2 835 642 \$ a été comptabilisée à titre de revenus, considérant la réalisation des dépenses.

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2024-2028, l'Administration municipale a reçu la confirmation qu'elle aurait droit à un montant de 980 561 \$. À la date des états financiers consolidés, une somme de 458 676 \$ a été comptabilisée à titre de revenus, considérant la réalisation des dépenses.

Dans le cadre du Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier (PSMMPI Volet 1B), la MRC de Portneuf s'engage à verser une somme de 97 113 \$ pour des travaux.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

L'Administration municipale a cautionné la dette à long terme de Bio Énergie Forestière pour un montant maximum de 584 167 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie**Activités n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie**

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles au moyen d'un contrat de location-acquisition	13 494	-
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer - année courante	558 748	413 316
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer - année précédente	<u>(394 555)</u>	<u>(558 474)</u>
	177 687	(145 158)

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'Administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'Administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	6 441 287	5 266 632
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	-	-
	6 441 287	5 266 632
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	6 441 287	5 266 632

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Placements de portefeuille

La Municipalité atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Municipalité considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2025 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	5 638 007	–	–	–	5 638 007
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 055 332	–	–	–	1 055 332
Intérêts courus à payer	70 400	–	–	–	70 400
Dette à long terme	516 527	1 027 308	937 566	4 023 753	6 505 154
	7 280 266	1 027 308	937 566	4 023 753	13 268 893

Pour 2024 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	4 710 984	–	–	–	4 710 984
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	969 265	–	–	–	969 265
Intérêts courus à payer	17 944	–	–	–	17 944
Dette à long terme	417 727	805 765	760 428	1 448 425	3 432 345
	6 115 920	805 765	760 428	1 448 425	9 130 538

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2025			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires		5 638 007	5 638 007
Dettes à long terme	6 505 154	-	6 505 154

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires		4 710 984	4 710 984
Dettes à long terme	3 432 345	-	3 432 345

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Municipalité.

Autre risque de prix (pour la Régie)

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

Juste valeur (pour la Régie)

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

27. Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Municipalité est membre de la MRC de Portneuf, organisme régional composé de dix-huit (18) municipalités. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du Code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier d'évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Municipalité pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2025 s'élève à 174 318 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Municipalité s'élevait, au 31 décembre 2025, à 21 301 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

28. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 5 mars 2026, l'Administration municipale a contracté un nouvel emprunt d'un montant de 2 610 000 \$. Cet emprunt porte intérêt au taux de 2,35 % et sera remboursable sur 40 ans à compter de mars 2027.

Le 13 avril 2026, l'Administration municipale a augmenté le montant du fonds de roulement à 200 000 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 644 329	3 970 468	3 969 960			3 969 960
Compensations tenant lieu de taxes	2	162 536	114 531	115 344			115 344
Quotes-parts	3					337 239	
Transferts	4	537 489	405 850	469 586		127 998	597 584
Services rendus	5	123 712	97 032	134 436		108 063	242 499
Imposition de droits	6	199 504	124 150	137 739			137 739
Amendes et pénalités	7	1 659	3 000	2 860			2 860
Revenus de placements de portefeuille	8	46 555	25 000	28 476		6 399	34 875
Autres revenus d'intérêts	9	16 414	27 000	20 251		72	20 323
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					91 143	91 143
Autres	11	55 512	2 000	73 669		11 860	85 529
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	4 787 710	4 769 031	4 952 321		682 774	5 297 856
Investissement							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16	1 026 223	487 649	3 337 048		9 510	3 346 558
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18						
Autres	19	153 012	15 000	108 492			108 492
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	1 179 235	502 649	3 445 540		9 510	3 455 050
	23	5 966 945	5 271 680	8 397 861		692 284	8 752 906

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	5 966 945	5 271 680	8 397 861		692 284	8 752 906
Charges							
Administration générale	25	712 208	830 526	752 117	21 718		773 835
Sécurité publique	26	1 060 564	472 001	462 134	36 763		498 897
Transport	27	1 302 425	1 540 579	1 616 668	399 244		2 015 912
Hygiène du milieu	28	689 940	721 126	751 577	301 845	640 558	1 356 741
Santé et bien-être	29	16 448	15 718	9 885			9 885
Aménagement, urbanisme et développement	30	193 678	197 959	178 780	2 044		180 824
Loisirs et culture	31	619 501	689 569	665 778	314 363		980 141
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	339 855	167 908	369 976		13 749	383 725
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	1 056 444		1 075 977 (	1 075 977)		
	36	5 991 063	4 635 386	5 882 892		654 307	6 199 960
Excédent (déficit) lié aux activités	37	(24 118)	636 294	2 514 969		37 977	2 552 946

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(24 118)	636 294	2 514 969	37 977	2 552 946
Moins : revenus d'investissement	2	(1 179 235)	(502 649)	(3 445 540)	(9 510)	(3 455 050)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 203 353)	133 645	(930 571)	28 467	(902 104)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 056 444		1 075 977	69 411	1 145 388
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 056 444		1 075 977	69 411	1 145 388
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			101 857		101 857
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15			101 857		101 857
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(102 996)	(263 542)	(122 677)	(53 871)	(176 548)
	18	(102 996)	(263 542)	(122 677)	(53 871)	(176 548)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(21 218)	()	(289 323)	(8 064)	(297 387)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	17 050	127 897			
Excédent de fonctionnement affecté	21	38 795		23	25 003	25 026
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 000)	2 000	202 847		202 847
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	59 063	129 897	(86 453)	16 939	(69 514)
	26	1 012 511	(133 645)	968 704	32 479	1 001 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(190 842)		38 133	60 946	99 079

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 179 235	3 445 540	9 510	3 455 050
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	171 360)(	28 835)(	2 491)(	31 326)
Sécurité publique	3 (	936 930)(	4 086 821)(	)	4 086 821)
Transport	4 (	434 236)(	335 070)(	)	335 070)
Hygiène du milieu	5 (	158 078)(	419 045)(	145 077)(	564 122)
Santé et bien-être	6 (	)	7 072)(	)	7 072)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	42 775)(	)	42 775)
Loisirs et culture	8 (	294 894)(	253 149)(	)	253 149)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	1 995 498)(	5 172 767)(	147 568)(	5 320 335)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	101 181)(	743 724)(	)	743 724)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 996 761	13 493	2 010 254
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	(21 218)	289 323	8 064	297 387
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	336 580	11 500	712	12 212
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	315 362	300 823	8 776	309 599
	20	(1 781 317)	(3 618 907)	(125 299)	(3 744 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(602 082)	(173 367)	(115 789)	(289 156)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	300 753	1 232 520	102 166	1 334 686
Débiteurs (note 5)	2	6 008 685	6 905 114	148 989	7 054 103
Prêts (note 6)	3	101 181	743 048		743 048
Placements de portefeuille (note 7)	4	500 001	500 001	170 862	670 863
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	6 910 620	9 380 683	422 017	9 802 700
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 623 689	5 411 397	226 610	5 638 007
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	899 498	1 043 366	82 366	1 125 732
Revenus reportés (note 11)	12	121 268	162 790		162 790
Dettes à long terme (note 12)	13	3 105 507	6 180 893	278 967	6 459 860
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			153 015	153 015
	16	8 749 962	12 798 446	740 958	13 539 404
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 839 342)	(3 417 763)	(318 941)	(3 736 704)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	29 136 188	33 232 978	782 489	34 015 467
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	25 525	25 525	9 529	35 054
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	26 090	22 690	2 167	24 857
	23	29 187 803	33 281 193	794 185	34 075 378
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	587 802	565 715	63 623	629 338
Excédent de fonctionnement affecté	25	420 317	469 013	89 923	558 936
Réserves financières et fonds réservés	26	438 625	208 261		208 261
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(2 051 695)	(2 197 543)	(205 922)	(2 403 465)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	27 953 412	30 817 984	503 522	31 321 506
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			24 098	24 098
	31	27 348 461	29 863 430	475 244	30 338 674
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 006 099	1 048 568	1 192 666	1 101 488
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	237 291	214 747	246 995	225 365
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 728 328	2 559 022	2 896 695	3 103 620
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	87 008	82 044	95 792	63 310
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		71 312	71 312	54 669
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	80 900	216 620	216 621	234 886
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	495 760	498 255	175 634	164 964
Transferts	15				
Autres	16			3 416	3 512
Autres					
Transferts	17		97 973	99 272	117 268
Autres	18			37 795	38 075
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 075 977	1 145 388	1 121 980
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1		18 374	18 374	
	22	4 635 386	5 882 892	6 199 960	6 229 137

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	629 338	651 663
Excédent de fonctionnement affecté	2	558 936	474 771
Réserves financières et fonds réservés	3	208 261	438 625
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(2 403 465)	(2 141 828)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 321 506	28 338 399
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	24 098	14 064
	8	30 338 674	27 775 694
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	565 715	587 802
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	63 623	63 861
	11	629 338	651 663
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Caserne d'incendie	12.1	444 013	420 317
▪ Assainissement	12.2	25 000	
	13	469 013	420 317
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie	14.1	89 923	54 454
	15	89 923	54 454
	16	558 936	474 771

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Élections	18.1	15 000
	19	15 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	52 000
Organismes contrôlés et partenariats	24	39 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	156 261
Organismes contrôlés et partenariats	28	384 625
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	
Autres		
▪	32.1	
	33	208 261
	34	423 625
	208 261	438 625

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres		
▪	53 ()(
	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63	
Investissements à financer	64 (2 403 465)(	2 141 828)
	65 (2 403 465)	(2 141 828)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 34 015 467	29 840 520
Propriétés destinées à la revente	67	
Prêts	68 743 048	101 181
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 34 758 515	29 941 701
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 34 758 515	29 941 701
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (6 459 860)(	3 424 624)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (45 294)(	7 721)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 3 068 145	1 829 042
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	1
	79 (3 437 009)(	1 603 302)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (3 437 009)(	1 603 302)
	82 31 321 506	28 338 399

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	()(
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43	
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA du nouveau volet (en années)	46	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	47	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	48	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	49	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	50	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	51	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	52.1	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

L'Administration municipale offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées pour lequel la contribution de l'employeur est équivalente à celle de l'employé. Les taux de cotisation sont de 5 % et 7,5 %. L'exercice du régime de retraite de l'Administration municipale se termine le 31 décembre.

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109	41 850	36 492
	110	41 850 36 492

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Concernant le REER de la Régie : Les cotisations des employés admissibles sont fixées à 6 %, mais il peut arriver de façon exceptionnelle qu'un employé admissible préfère cotiser selon un pourcentage moindre. Les cotisations de l'employeur sont égales aux cotisations de l'employé admissible jusqu'à concurrence de 6 %, ou 8 % pour les cadres. L'employeur offre également aux employés non admissibles de cotiser à un REER sur une base volontaire. Dans ce cas, il n'y a aucune participation de l'employeur.

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114	6 639	5 732
Autres régimes 115		
	116	6 639 5 732

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	10	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	33	24
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	111	99
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	111	99

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 258 933	3 275 163	2 975 505
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 258 933	3 275 163	2 975 505
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	200 790	199 077	146 510
Égout	13	116 028	114 828	112 512
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	266 217	262 569	268 209
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
Vidange des fosses	17.1	120 000	107 650	131 839
Centres d'urgence 9-1-1	18	8 500	10 673	9 754
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	711 535	694 797	668 824
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	711 535	694 797	668 824
	28	3 970 468	3 969 960	3 644 329

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	104 131	104 131	151 778
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	10 000	10 761	10 324
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	114 131	114 892	162 102
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	400	452	434
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	400	452	434
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	114 531	115 344	162 536

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			84 254
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	193 085	251 093	262 305
Enlèvement de la neige	55	81 543	81 362	81 362
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65		757	1 215
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67		3 152	5 062
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			27 846
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71		2 730	
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			20 889
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	1 000	3 000	3 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	85			
Autres	86			
Réseau d'électricité	87			
	88	275 628	339 364	369 940
		485 391		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			104 988
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92	2 835 642	2 835 642	518 134
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			151 880
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97	127 897		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	359 752	458 676	103 702
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109		5 900	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112		3 610	13 243
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	42 730	42 730	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			147 519
Réseau d'électricité	128			
	129	487 649	3 337 048	3 346 558
				1 039 466

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		97 422	93 619
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	130 222	130 222	130 222
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	130 222	130 222	227 644
TOTAL DES TRANSFERTS	141	893 499	3 806 634	1 699 378

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	40	40	3 337
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	40	40	3 337
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	2 700	2 004	2 004
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162		206	219
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163		131	128
Tri et conditionnement	164			
Autres	165		15 599	15 152
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	2 700	2 004	17 940
			17 940	17 379

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177	1 200	7 801	7 801
Autres	178			
	179	1 200	7 801	7 801
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180		519	519
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183		519	519
Réseau d'électricité	184			
	185	3 900	10 364	26 300
			26 300	32 507

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	15 646	21 431	24 837
	189	15 646	21 431	24 837
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile				
Autres	194			
	195			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	4 261	4 261	306
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	4 261	4 261	306
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209		50 870	57 320
Matières recyclables	210		41 257	42 233
Autres	211			
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	6 743	6 743	3 226
	215	6 743	98 870	102 779

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	77 486	91 637	91 637
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	77 486	91 637	91 637
Réseau d'électricité	230			
	231	93 132	124 072	216 199
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	97 032	134 436	242 499
				206 257
				238 764

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	9 150	12 307	18 997
Droits de mutation immobilière	234	70 000	125 432	114 627
Droits sur les carrières et sablières	235	45 000		65 880
Autres	236			
	237	124 150	137 739	199 504
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	3 000	2 860	1 659
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	25 000	28 476	52 854
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	27 000	20 251	16 515
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			385
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		2 550	
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		91 143	
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	2 000	182 161	224 642
	252	2 000	182 161	225 027
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	117 281	99 086		99 086	99 086	98 942
Greffe et application de la loi	2	64 420	69 101		69 101	69 101	28 610
Gestion financière et administrative	3	475 711	405 566	21 718	427 284	427 284	446 329
Évaluation	4	70 980	71 286		71 286	71 286	67 645
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	102 134	107 078		107 078	107 078	88 912
	7	830 526	752 117	21 718	773 835	773 835	730 438
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	231 623	237 968		237 968	237 968	229 718
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	227 103	208 947	36 763	245 710	245 710	276 943
Sécurité civile	11	13 275	15 219		15 219	15 219	579 397
Autres	12						
	13	472 001	462 134	36 763	498 897	498 897	1 086 058
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	845 314	928 104	399 244	1 327 348	1 327 348	1 045 627
Enlèvement de la neige	15	671 720	658 143		658 143	658 143	641 551
Éclairage des rues	16	12 500	15 020		15 020	15 020	11 779
Circulation et stationnement	17	7 472	11 828		11 828	11 828	3 776
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 573	3 573		3 573	3 573	3 332
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						1 339
Autres	21						
	22	1 540 579	1 616 668	399 244	2 015 912	2 015 912	1 707 404

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	140 312	159 486	181 849	341 335	348 396
Traitement des eaux usées	25	156 509	181 636		181 636	96 514
Réseaux d'égout	26	29 132	23 814	119 480	143 294	167 673
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	98 116	97 750	516	98 266	68 184
Élimination	28	73 750	73 750		73 750	169 666
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	93 176	93 176		93 176	91 061
Tri et conditionnement	30				189	13 527
Matières organiques						
Collecte et transport	31	94 235	83 057		83 057	92 865
Traitement	32	500	315		315	35 779
Matériaux secs						
Autres	33				116 494	94 977
Plan de gestion						
Autres	34				8 461	7 575
Plan de gestion	35					
Autres	36				1 402	
Cours d'eau	37	25 000	28 249		28 249	15 803
Protection de l'environnement	38	6 793	6 741		6 741	11 252
Autres	39	3 603	3 603		3 603	3 376
	40	721 126	751 577	301 845	1 053 422	1 356 741
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	10 000	6 167		6 167	11 032
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	5 718	3 718		3 718	5 416
	45	15 718	9 885		9 885	16 448

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	155 770	137 021	2 044	139 065	139 065	149 847
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	1 750	5 316		5 316	5 316	1 645
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	20 439	24 232		24 232	24 232	27 253
Tourisme	50	6 000	5 186		5 186	5 186	8 384
Autres	51	14 000	7 025		7 025	7 025	8 593
Autres	52						
	53	197 959	178 780	2 044	180 824	180 824	195 722
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	120 098	117 674		117 674	117 674	106 885
Patinoires intérieures et extérieures	55	402 947	378 904	81 414	460 318	460 318	426 676
Piscines, plages et ports de plaisance	56	10 000	9 891		9 891	9 891	9 891
Parcs et terrains de jeux	57	80 649	87 852		87 852	87 852	93 037
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	27 250	14 738		14 738	14 738	11 873
Autres	60	2 560	13 147		13 147	13 147	2 549
	61	643 504	622 206	81 414	703 620	703 620	650 911
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	13 527	12 204	232 937	245 141	245 141	243 986
Bibliothèques	63	26 909	25 259	12	25 271	25 271	22 974
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	5 629	6 109		6 109	6 109	5 683
	67	46 065	43 572	232 949	276 521	276 521	272 643
	68	689 569	665 778	314 363	980 141	980 141	923 554

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	87 008	147 467		147 467	159 852	114 549
Autres frais	71		5 889		5 889	7 252	3 430
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	80 900	216 620		216 620	216 621	234 886
	74	167 908	369 976		369 976	383 725	352 865
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 075 977 (	1 075 977)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	404 824	404 824	45 570
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	10 773	10 773	85 233
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		112 937	53 909
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	232 375	232 375	427 601
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	1 648	1 648	
Parcs et terrains de jeux	10	33 925	33 925	
Autres infrastructures	11	10 520	14 607	128 442
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 079 752	4 079 752	1 108 290
Édifices communautaires et récréatifs	14	171 715	171 715	154 543
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	93 352	93 831	6 187
Ameublement et équipement de bureau	18	5 204	7 695	529
Machinerie, outillage et équipement divers	19	128 679	156 253	97 307
Terrains	20			
Autres	21			
	22	5 172 767	5 320 335	2 107 611

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	404 824	404 824	45 570
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	10 773	10 773	85 233
Autres infrastructures	5	278 468	395 492	609 952
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 478 702	4 509 246	1 366 856
	12	5 172 767	5 320 335	2 107 611

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 595		4 595	
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5		1 274 216		1 274 216
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 598 708	736 038	171 953	2 162 793
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 603 303	2 010 254	176 548	3 437 009
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 829 042	1 483 707	244 604	3 068 145
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 829 042	1 483 707	244 604	3 068 145
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 829 042	1 483 707	244 604	3 068 145
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 829 042	1 483 707	244 604	3 068 145
	19	3 432 345	3 493 961	421 152	6 505 154
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 432 345	3 493 961	421 152	6 505 154

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	6 180 893	3 113 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	2 197 543	2 051 695
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	3 068 145	1 829 042
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 310 291	3 335 653
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	465 788	417 018
Endettement net à long terme	14	5 776 079	3 752 671
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	21 301	22 665
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	5 797 380	3 775 336
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 797 380	3 775 336
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	70 980	71 286	71 286
Autres	3	35 986	35 679	34 253
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 959	3 090	3 090
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	7 045	7 045	7 045
Autres	10			6 551
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	326 757	322 621	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	3 603	4 488	4 488
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			2 017
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 494	27 190	27 190
Rénovation urbaine	19	1 750	5 316	5 316
Promotion et développement économique	20	17 839	11 893	11 893
Autres	21	3 718	3 718	3 837
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	5 629	5 929	5 929
Réseau d'électricité				
	24			
	25	495 760	498 255	175 634
				164 964

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 152 414	1 991 488
Frais de financement	4	20 353	4 010
Autres	5		
	6	5 172 767	1 995 498

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	3 640,00	168 143	38 045	206 188
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,48	35,00	6 326,50	183 310	47 586	230 896
Cols bleus	4	7,02	40,00	14 610,33	539 489	116 201	655 690
Policiers	5						
Pompiers	6	1,72	40,00	3 570,12	74 758	7 726	82 484
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	14,22		28 146,95	965 700	209 558	1 175 258
Élus	9	7,00			82 868	5 189	88 057
	10	21,22			1 048 568	214 747	1 263 315

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	757				757
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	3 152				3 152
Autres	6	465 677	2 998 530	318 518	20 000	3 802 725
	7	469 586	2 998 530	318 518	20 000	3 806 634

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 791	5 665
	4	10 791	5 665
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	97 601	
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	97 601	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	87 107	93 243
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	87 107	93 243
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	167 564	233 259
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	6 913	7 688
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	174 477	240 947
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	369 976	339 855

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Germain	1.1 Maire	22 544	11 272	2 803	1 714
Pascal Cauchon	1.2 Conseiller	1 670	1 566		
Shirley Drouin	1.3 Conseiller	7 202	3 757		
Louise Magnan	1.4 Conseiller	6 262	3 757		
Mario Montambault	1.5 Conseiller	6 575	3 757		
Louis Ouellet	1.6 Conseiller	5 741	3 131		
Daniel Paquin	1.7 Conseiller	1 252	626		
Carmen Adriana Szalontai	1.8 Conseiller	1 252	626		
Alexis Saint-Germain	1.9 Conseiller	1 252	626		
	2	53 750	29 118	2 803	1 714

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	65 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	41 804 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	48		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025	50		\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	52		\$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ 9 378 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	67	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	68	<u>22 447</u>	\$
b) autres formes d'aide	69	<u> </u>	\$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?	70	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	71	<u> </u>	\$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?	72	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?	73	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025	74	<u> </u>	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025	75	<u> </u>	\$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	76	<u>250 539</u>	\$
Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	77	<u>658 143</u>	\$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été			
Systèmes de sécurité	78	<u> </u>	\$
Chaussées pavées - entretien préventif	79	<u>951 480</u>	\$
Chaussées pavées - entretien palliatif	80	<u> </u>	\$
Chaussées en gravier - entretien préventif	81	<u> </u>	\$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	82	<u> </u>	\$
Systèmes de drainage	83	<u> </u>	\$
Abords de routes	84	<u> </u>	\$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	85	<u>951 480</u>	\$
b) Dépenses d'investissement			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	86	<u> </u>	\$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	87	<u> </u>	\$
c) Total des frais encourus admissibles	88	<u>1 609 623</u>	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 89 2026-04-75

b) Date d'adoption de la résolution 90 2026-04-13

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 92 2023-04-183

b) Date d'adoption de la résolution 93 2023-04-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 226 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 112 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | | |
|--|-----|--------------------------|-------------------------------------|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--------------------------|-------------------------------------|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 July Bédard

Adresse courriel du directeur général

10 g@saintubalde.com

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-04-22 10:49

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	4 787 710	4 769 031	4 952 321	682 774	5 297 856
Investissement	2	1 179 235	502 649	3 445 540	9 510	3 455 050
	3	5 966 945	5 271 680	8 397 861	692 284	8 752 906
Charges	4	5 991 063	4 635 386	5 882 892	654 307	6 199 960
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(24 118)	636 294	2 514 969	37 977	2 552 946
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 179 235)(	502 649)(	3 445 540)(	9 510)(	3 455 050)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 203 353)	133 645	(930 571)	28 467	(902 104)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 056 444		1 075 977	69 411	1 145 388
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	102 996)(	263 542)(	122 677)(	53 871)(	176 548)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	(21 218))(	)	289 323)(	8 064)(	297 387)
Excédent (déficit) accumulé	12	37 845	129 897	202 870	25 003	227 873
Autres éléments de conciliation	13			101 857		101 857
	14	1 012 511	(133 645)	968 704	32 479	1 001 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(190 842)		38 133	60 946	99 079

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	300 753	1 232 520	1 334 686	379 709
Débiteurs	2	6 008 685	6 905 114	7 054 103	6 136 315
Prêts	3	101 181	743 048	743 048	101 181
Placements de portefeuille	4	500 001	500 001	670 863	646 135
Autres	5				
	6	6 910 620	9 380 683	9 802 700	7 263 340
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	4 623 689	5 411 397	5 638 007	4 710 984
Créditeurs et charges à payer	9	899 498	1 043 366	1 125 732	987 209
Revenus reportés	10	121 268	162 790	162 790	121 268
Dettes à long terme	11	3 105 507	6 180 893	6 459 860	3 424 624
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13			153 015	147 044
	14	8 749 962	12 798 446	13 539 404	9 391 129
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(1 839 342)	(3 417 763)	(3 736 704)	(2 127 789)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	29 136 188	33 232 978	34 015 467	29 840 520
Autres	17	51 615	48 215	59 911	62 963
	18	29 187 803	33 281 193	34 075 378	29 903 483
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	587 802	565 715	629 338	651 663
Excédent de fonctionnement affecté	20	420 317	469 013	558 936	474 771
Réserves financières et fonds réservés	21	438 625	208 261	208 261	438 625
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	23	(2 051 695)	(2 197 543)	(2 403 465)	(2 141 828)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	27 953 412	30 817 984	31 321 506	28 338 399
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			24 098	14 064
	26	27 348 461	29 863 430	30 338 674	27 775 694

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Caserne d'incendie	1.1	444 013	420 317
▪ Assainissement	1.2	25 000	
	2	469 013	420 317
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	89 923	54 454
	4	558 936	474 771
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Élections	6.1		15 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	52 000	39 000
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	156 261	384 625
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		
Autres			
▪	15.1		
	16	208 261	438 625
	17	767 197	913 396

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 310 291	3 335 653
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	5 797 380	3 775 336

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		4 595
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 162 793	1 598 708
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 274 216	
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 068 145	1 829 042
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	6 505 154	3 432 345

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	3 644 329	3 970 468	3 969 960	3 969 960
Compensations tenant lieu de taxes	13	162 536	114 531	115 344	115 344
Quotes-parts	14				
Transferts	15	537 489	405 850	469 586	597 584
Services rendus	16	123 712	97 032	134 436	242 499
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	247 718	152 150	169 075	175 474
Autres	18	71 926	29 000	93 920	196 995
	19	4 787 710	4 769 031	4 952 321	5 297 856
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 026 223	487 649	3 337 048	3 346 558
Autres	23	153 012	15 000	108 492	108 492
	24	1 179 235	502 649	3 445 540	3 455 050
	25	5 966 945	5 271 680	8 397 861	8 752 906

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	830 526	752 117	21 718	773 835	773 835	730 438
Sécurité publique							
Police	2	231 623	237 968		237 968	237 968	229 718
Sécurité incendie	3	227 103	208 947	36 763	245 710	245 710	276 943
Autres	4	13 275	15 219		15 219	15 219	579 397
Transport							
Réseau routier	5	1 537 006	1 613 095	399 244	2 012 339	2 012 339	1 702 733
Transport collectif	6	3 573	3 573		3 573	3 573	4 671
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	325 953	364 936	301 329	666 265	666 265	612 583
Matières résiduelles	9	359 777	348 048	516	348 564	651 883	573 634
Autres	10	35 396	38 593		38 593	38 593	30 431
Santé et bien-être	11	15 718	9 885		9 885	9 885	16 448
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	155 770	137 021	2 044	139 065	139 065	149 847
Promotion et développement économique	13	40 439	36 443		36 443	36 443	44 230
Autres	14	1 750	5 316		5 316	5 316	1 645
Loisirs et culture	15	689 569	665 778	314 363	980 141	980 141	923 554
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	167 908	369 976		369 976	383 725	352 865
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	4 635 386	4 806 915	1 075 977	5 882 892	6 199 960	6 229 137
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 075 977 (	1 075 977)			
	21	4 635 386	5 882 892		5 882 892	6 199 960	6 229 137

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 179 235	3 445 540	9 510	3 455 050
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 995 498)(	5 172 767)(	147 568)(	5 320 335)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	101 181)(	743 724)(	)	743 724)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		1 996 761	13 493	2 010 254
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	(21 218)	289 323	8 064	297 387
Excédent accumulé	6	336 580	11 500	712	12 212
	7	(1 781 317)	(3 618 907)	(125 299)	(3 744 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(602 082)	(173 367)	(115 789)	(289 156)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14